

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS
PICARDIE

Direction régionale de
l'environnement, de
l'aménagement et du logement

UD de LILLE

Affaire suivie par
Jérôme VANMACKELBERG

Tél : 03 20 40 55 50

Fax : 03 20 40 54 67

jerome.vanmackelberg@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
POUR PRESENTATION AU
CODERST**

REF : Transmissions DiPP – BICPE du 04 août 2014

N°S3IC : 70.02775

Type d'établissement : Déclaration – en cessation d'activité

- **Raison sociale** : BRAMPTON RENOLD
- **Adresse du siège social** : ZI de la Pointe – BP90359 59473 SECLIN Cedex
- **Nom de l'établissement et adresse** : Idem siège social
- **Activité** : Négoce, stockage et distribution d'éléments de transmission
- **Objet du rapport** : Cessation d'activité et réhabilitation du site

Sommaire du rapport

1. Objet de la demande
2. Présentation de l'établissement
3. Cadre réglementaire de la cessation d'activité
4. Modalités de cessation d'activité
5. Examen du dossier
6. Proposition et suites administratives

Annexe

1. Plans et cartes :
 - a) plan de localisation du site,
 - b) plan des installations de 1990 à 2010,
 - c) carte d'implantation des piézomètres
2. Projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions spéciales

1. Objet de la demande

Par transmission citée en référence, M.le Préfet du Nord nous a transmis pour examen et avis le mémoire de cessation d'activité produit par la société BRAMPTON RENOLD pour son site de Seclin en application des dispositions du Code de l'Environnement et des prescriptions du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 imposant des prescriptions spéciales pour la poursuite d'exploitation de l'établissement de Seclin.

Le présent rapport examine et propose les suites à y donner.

2. Présentation de l'établissement

Le site BRAMPTON RENOLD est implanté rue de la Pointe, dans la zone industrielle A sur la commune de Seclin. D'une superficie de 35 000 m², dont 10 000 bâtis, il occupe les parcelles n°21 et 28 de la section A du cadastre de la commune (voir localisation du site en annexe).

La société est spécialisée dans la production de chaînes de manutention, de chaînes de transmission et de roues. L'établissement de Seclin exerce également une activité de négoce, de stockage et de distribution de produits de transmission et de manutention.

Le site de Seclin a été construit en 1971, avec une extension en 1979. Son exploitation était autorisée par arrêté préfectoral du 04 août 2005, pour des activités de travail mécanique des métaux (rubrique 2560.1) et de traitement de surface (rubrique 2565.2, laveuses) essentiellement.

Au regard du Plan Local d'Urbanisme, le site est situé en zone UE, « zone d'activités organisée ou à organiser, où les commerces, les bureaux et les services sont limités ».

Le site est également concerné par le Projet d'Intérêt Général (PIG) pour la protection des champs captants du Sud de Lille.

En 2010, la société cesse son activité de production sur le site de Seclin. Les outils de production sont transférés vers d'autres usines du groupe, en Angleterre essentiellement.

Une petite activité est maintenue à Seclin, consistant à assembler des chaînes adaptées à partir de pièces provenant des autres sites du groupe. Le parc machines (presses et riveteuses) de faible puissance est non classable au regard de la nomenclature des installations classées. Une fontaine de dégraissage est maintenue sur site, relevant du régime de la déclaration avec contrôle.

Au regard de ce niveau d'activité simplement soumis à déclaration et suite à l'instruction d'un dossier de porter à connaissance produit par l'industriel, un arrêté préfectoral notifié le 19 juin 2013 régit le site et impose des prescriptions spéciales à l'exploitant, notamment en ce qui concerne les conditions de remise en état du site. Les modalités de cessation d'activité et de remise en état du site prévues sont en effet celles d'un site soumis à autorisation.

Par courrier en date du 28 juillet 2014, l'exploitant notifie au Préfet la mise à l'arrêt définitif de son établissement de Seclin.

3. Cadre réglementaire de la cessation d'activité

Le titre 6 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions spéciales du 19 juin 2013 précité impose à l'exploitant de respecter les conditions de remise en état suivantes :

« La cessation d'activité est réalisée conformément aux dispositions prévues aux articles R.512-39-1 à R.512-39-5 du code de l'environnement.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- *l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;*
- *des interdictions ou limitations d'accès au site ;*
- *la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;*
- *la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.*

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article. »

4. Modalités de cessation d'activité

4.1. Préambule

La cessation d'activité du site au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ne marque pas la cessation d'activité totale de la société BRAMPTON RENOLD sur le site de Seclin. La société continuera à y exercer une activité commerciale ne relevant pas de la réglementation ICPE.

4.2. Mise en sécurité du site

Selon les éléments du dossier de cessation d'activité et des constats opérés sur site en septembre 2015, il ressort que les équipements de production ont été démantelés et évacués du site (excepté le petit parc machine précité). La fontaine de dégraissage, dernier équipement relevant de la réglementation ICPE subsistant sur site, a été évacuée en décembre 2013.

L'inspection de l'environnement souligne toutefois que des tours aéro-réfrigérantes, déracordées et non utilisables, sont toutefois maintenues en toiture de bâtiment en raison de difficultés techniques pour leur enlèvement.

Le site est clôturé et équipé d'une alarme anti-intrusion. Les bâtiments sont dans un bon état de conservation et sont fermés à clés.

Le site restant occupé par la société, la coupure des alimentations en eau, électricité et gaz ne sera pas réalisée.

Malgré quelques stockages restreints d'huiles et de déchets industriels banals inhérents à l'activité maintenue sur site, ce dernier ne présente pas de risque particulier d'incendie ou d'explosion.

4.3. Usage futur

L'usage futur du site n'étant pas établi par les arrêtés préfectoraux des 04 août 2005 et 13 juin 2013, l'exploitant a procédé aux consultations prévues par l'article R.512-39-2 du Code de l'Environnement, sur la base d'une proposition d'usage de type industriel.

La Métropole Européenne de Lille, compétente en matière d'urbanisme sur le territoire de Seclin, s'est prononcée favorablement sur cet usage par courrier en date du 02 septembre 2014.

La société BRAMPTON RENOLD étant propriétaire des terrains, la consultation de ce dernier n'est pas requise.

L'usage futur retenu est en conséquence un usage de type industriel.

4.4. Sensibilité des milieux

Les sols du site sont constitués d'enrobés pour les voiries et parking, de dalles béton pour les bâtiments et d'espaces verts.

D'après la carte géologique de Carvin et les forages référencés par le BRGM, les formations géologiques présentes au droit du site sont les suivantes :

- Craie Blanche de 0.3 à 16m de profondeur ;
- Craie grise à Silex de 16m à 26m de profondeur ;
- Marne à partir de 26m.

En ce qui concerne les eaux souterraines, deux nappes principales sont présentes au droit du site. Depuis la surface, elles sont disposées dans l'ordre suivant :

- la nappe de la Craie Séno – Turonienne à une profondeur comprise entre 10 et 16 mètres de profondeur et vulnérable au droit du site ;
- la nappe du Calcaire Carbonifère.

Les données de l'Agence de l'eau Artois-Picardie ne mentionnent pas la présence de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine dans un rayon de 5 km autour du site.

4.5. Maîtrise des risques

a) Les sols

Après étude historique du site, plusieurs phases d'investigations sur le milieu sol ont été réalisées en 2008 et 2011 (diagnostics de pollution des sols ICF Environnement n°ARR 08 026 de décembre 2008 et n°ARR 11 010 de juin 2011). A la suite de l'instruction de ces deux rapports, l'inspection a demandé par courrier du 15 mars 2013 des compléments concernant notamment la réalisation d'analyses portant sur :

- les PCB au droit des anciennes zones de localisation des trois transformateurs PCB et des 53 condensateurs PCB ;
- les COHV au droit des anciennes zones de traitement de surface relevant de la rubrique 2565 ;
- les HAP au droit des zones de production ;
- les paramètres tétrène, propane et méthanol au droit des zones ayant accueilli les cuves de stockage de ces produits ;
- les zones de production « usinage reprise plats » et « chaînes adaptées ».

Des investigations complémentaires ont été menées en réponse en 2013 (étude complémentaire des sols ICF Environnement n°ARR 13 027).

En conclusion, cinq points de contamination en hydrocarbures ont été identifiés dans la couche superficielle de remblais. Une pollution plus importante pour ce même paramètre a été mise en évidence au niveau de la zone de traitement thermique (voir localisation sur le plan des installations en annexe).

Cet impact est probablement lié à des fuites d'huiles hydrauliques en fond de la fosse de traitement thermique. D'après les diagnostics réalisés, l'étendue de la pollution est assez limitée. Celle-ci a clairement été identifiée entre 4 et 11 mètres de profondeur (soit jusqu'au toit de la nappe). La concentration maximale relevée est de 6 970 mg/kg. L'impact est essentiellement constitué d'hydrocarbures C20-C40, ce qui paraît cohérent au regard de la pollution rencontrée.

Quelques anomalies diffuses en métaux sont également révélées ainsi qu'un point de contamination en trichloroéthylène. A la demande de l'inspection, des investigations complémentaires ont été réalisées autour de ce point en octobre 2015 et ont permis de conclure au caractère très ponctuel de cette contamination, le trichloroéthylène n'ayant été détecté sur aucun des prélèvements opérés autour du point de contamination.

b) Les eaux souterraines

Un réseau piézométrique a été installé au droit du site suite à la découverte de la pollution des sols. Complété en janvier 2014, il est aujourd'hui composé de 11 ouvrages de surveillance (voir carte d'implantation des piézomètres en annexe).

Les eaux souterraines au droit du site font l'objet d'un suivi régulier depuis 2011. La nappe est rencontrée entre 10 et 16 mètres de profondeur.

Une pollution en hydrocarbures est observée sur l'ouvrage PZ1 pour lequel des concentrations oscillant entre 18 000 µg/l et 33 000 µg/l ont été mesurées entre janvier 2014 novembre 2015.

L'ouvrage PZ10, situé en aval immédiat de la zone de traitement, présente quant à lui depuis octobre 2015 des concentrations élevées en hydrocarbures (comprises entre 54 000 µg/l et 3 100 µg/l entre octobre et novembre 2015) alors que les teneurs détectées jusqu'alors étaient inférieures aux valeurs de référence.

c) Les eaux superficielles

Au regard du contexte hydrographique du site et de l'éloignement des eaux superficielles, aucune action n'apparaît nécessaire dans le domaine des eaux de surface.

d) L'air

Le calcul de risque sanitaire inclus dans le plan de gestion a révélé un risque significatif pour les personnes travaillant sur site en cas d'aménagement du site en zone de bureaux. Ce niveau de risque est induit par l'inhalation de composés chlorés volatils. Les investigations complémentaires réalisées en octobre 2015 ont permis de s'assurer du caractère très ponctuel de la contamination en trichloréthylène au niveau d'un ancien condensateur et de confirmer les hypothèses majorantes prises en compte dans les calculs de risque sanitaire.

Dans la configuration actuelle du site, ce dernier ne présente pas de risque sanitaire.

5. Examen du dossier

Dans le cadre de la mise à l'arrêt des activités relevant de la réglementation sur les installations classées, l'exploitant a satisfait à ses obligations de remise en état, en justifiant notamment :

- du démantèlement des installations de production ;
- de l'évacuation et de l'élimination des produits et déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- de la maîtrise des risques d'incendie et d'explosion.

La consultation menée quant à l'usage futur et aux conditions de remise en état a abouti au choix d'un usage futur de type industriel, cohérent avec la localisation du site en zone industrielle. L'évaluation des risques sanitaires aboutit à un niveau de risque acceptable dans la configuration actuelle du site et dans l'état actuel des milieux sols et eaux souterraines (sans dépollution).

Le plan de gestion rédigé par l'exploitant à l'appui de son mémoire de cessation d'activité étudie les possibilités de traitement de la source sol. Cette optique n'est toutefois pas retenue formellement par la société BRAMPTON RENOLD qui souligne qu'un simple suivi de la qualité des eaux souterraines peut être retenu comme mesure de gestion.

Dans le cadre de l'examen du dossier, une rencontre entre l'inspection de l'environnement et l'exploitant a eu lieu sur le site de Seclin en septembre 2015.

L'inspection a à cette occasion rappelé à l'industriel que :

- le site de Seclin est concerné par le Projet d'Intérêt Général (PIG) pour la protection des champs captants du Sud de Lille. De ce fait, l'absence d'action visant à résorber la pollution des sols et de la nappe en hydrocarbures est difficilement concevable ;

- les possibilités de suppression des sources de pollution et de leurs impacts doivent être recherchées en premier lieu, notamment lorsque les pollutions sont concentrées et circonscrites à des zones limitées ;
- en l'absence de mesures de dépollution, la justification de la remise en état du site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement de manière pérenne ne pourra être établie.

L'ensemble de ces éléments a été rappelé par courrier adressé le 08 octobre 2015 à l'exploitant.

En réponse, l'exploitant a procédé à une consultation visant à étudier et définir les possibilités de dépollution de son site.

Par transmission du 12 février 2016, il indique à l'inspection avoir retenu l'offre de la société OGD pour la dépollution du site.

Le traitement retenu consiste :

- excaver les terres impactées en hydrocarbures et les évacuer hors site ;
- traiter in situ par oxydation chimique les sols situés dans la zone de battement de la nappe et les sols non excavables en raison de la problématique de tenue des structures en place. Cette opération sera réalisée par injection d'un oxydant (carbonate de disodium et de sulfate de fer) en fond de fouille avec brassage mécanique pour la zone de battement et par injection dans les puits de forage (cf. ci-après pour les zones non excavables). Le volume de terre à traiter de la sorte est estimé à 100 m³ ;
- traiter les eaux souterraines par pompage (7 puits de pompage sont envisagés) puis traitement par séparateur hydrocarbures et filtration sur charbon actif avant rejet au réseau communal.

Le débit des puits de pompage précités est dimensionné de manière à former une barrière hydraulique. Ces puits ont pour objet de prévenir toute migration de polluant en aval hydraulique et de récupérer les hydrocarbures lessivés lors du traitement par oxydation.

6. Proposition de l'inspection de l'environnement et suites administratives

La société BRAMPTON RENOLD a exercé sur le site de Seclin une activité de travail mécanique des métaux et de traitement de surface ayant généré une pollution des sols et des eaux souterraines aux hydrocarbures au niveau de la fosse de traitement thermique.

En application du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 imposant à la société BRAMPTON RENOLD des prescriptions spéciales pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à SECLIN, et comme prévu par l'article R.512-39-3 du Code de l'Environnement, il y a lieu de déterminer par arrêté préfectoral les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à la réhabilitation du site BRAMPTON RENOLD de Seclin.

Un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport à cet effet. Il a pour objet de maîtriser les risques inhérents à l'état du site et de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Les principales dispositions qu'il édicte vise à :

- prescrire la dépollution des sols et des eaux souterraines au droit du site ;
- définir les modalités de surveillance des opérations de dépollution et de fixer des normes de rejet pour les eaux pompées et rejetées au réseau public ;
- définir les objectifs de la réhabilitation, qui a pour but d'atteindre une teneur inférieure à 1 mg/l en hydrocarbures sur l'ensemble des 11 points de surveillance implantées sur le site ;
- déterminer les modalités d'arrêt du traitement ;
- fixer les modalités de surveillance de la qualité des eaux souterraines pendant et après travaux ;
- encadrer la gestion des déchets générés par le chantier et définir les règles d'hygiène et de sécurité relatives aux opérations de dépollution ;
- prescrire la mise en place de précautions d'usage et des dispositions nécessaires au maintien de la mémoire de l'état du site après remise en état.

L'exploitant a été consulté sur ce document. Les remarques formulées ont été prises en compte en tant que de besoin dans le projet d'arrêté joint.

Il est proposé en conséquence à Monsieur le Préfet d'imposer à l'exploitant, par arrêté préfectoral portant prescriptions spéciales pris dans les formes prévues par l'article L.512-12 du code de l'environnement, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, les travaux de réhabilitation du site BRAMPTON RENOLD à SECLIN.

L'inspecteur de l'environnement,
Spécialité Installations Classées



Jérôme VANMACKELBERG

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais Picardie,
Préfet du Département du Nord – DIPP – BICPE

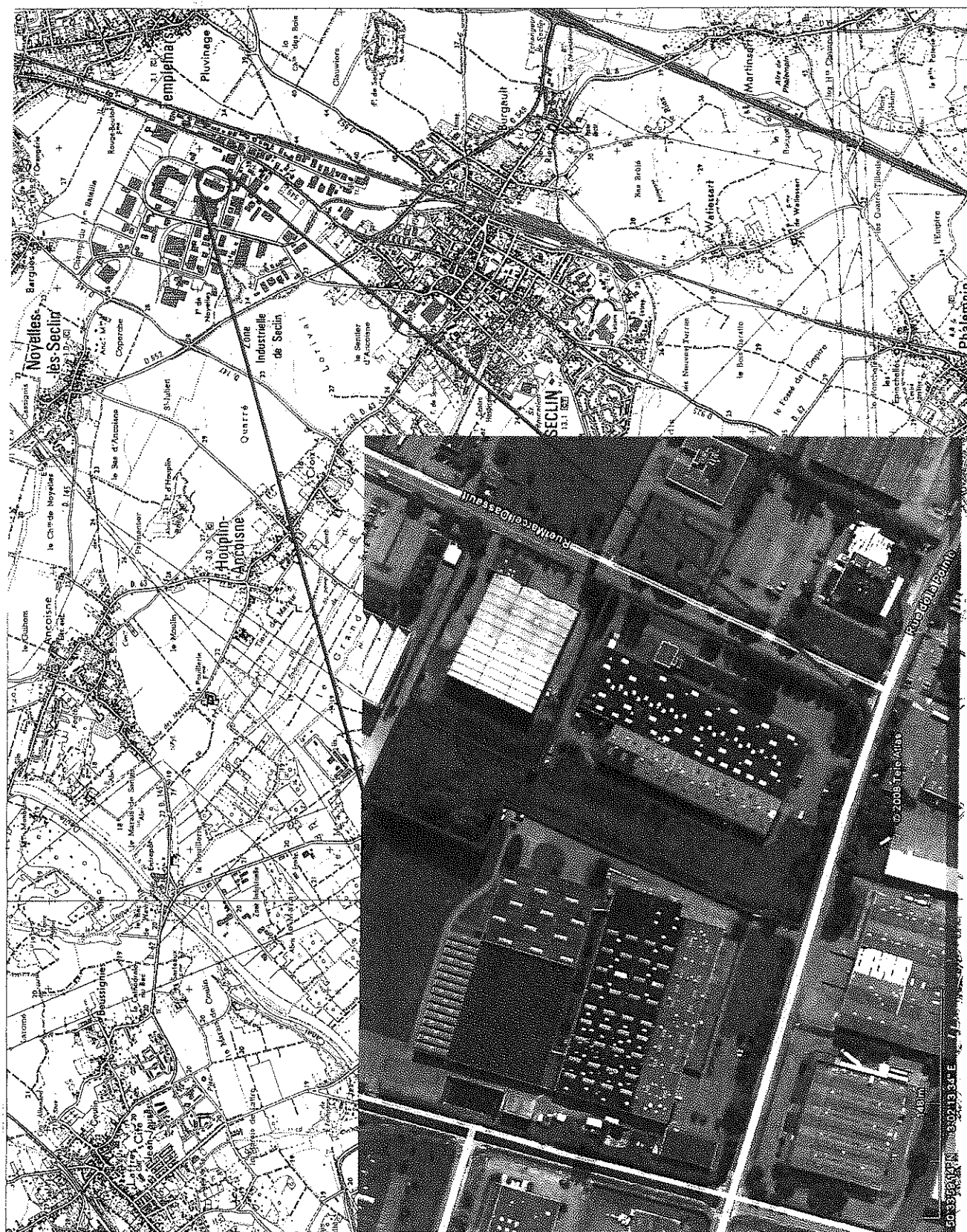
Lille, le **24 MARS 2016**

Le Chef de l'Unité Départementale de Lille



Lionel MIS

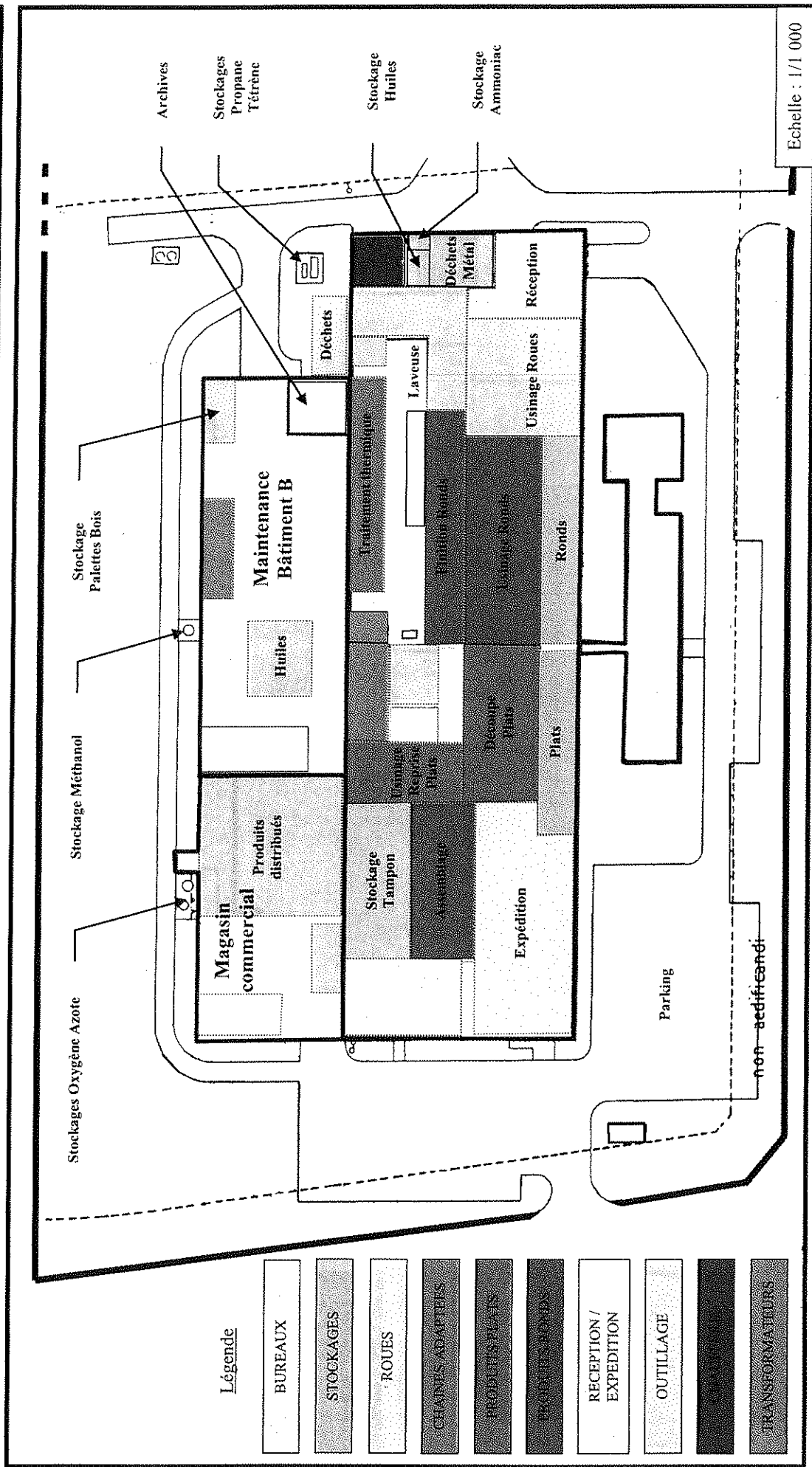
LOCALISATION DU SITE





KALIÈS

PLAN DES INSTALLATIONS - 1990 A 2010





Projet d'arrêté préfectoral imposant à la société BRAMPTON RENOLD des prescriptions spéciales relatives à la remise en état et à la surveillance des eaux souterraines au droit de son établissement situé à SECLIN

LE PRÉFET DU NORD

- VU le Code de l'Environnement et notamment ses titres 1^{er} et 4 des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU l'arrêté préfectoral du 04 août 2005 accordant à la société BRAMPTON RENOLD l'autorisation de poursuivre l'exploitation de ses installations à SECLIN ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 imposant à la société BRAMPTON RENOLD des prescriptions spéciales pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à SECLIN ;
- VU la déclaration de cessation d'activité de la société BRAMPTON RENOLD pour son site de SECLIN notifiée le 28 juillet 2014 ;
- VU le mémoire de cessation d'activité KALIES référencé KA13.10.011 d'avril 2014 et les résultats des investigations complémentaires détaillés dans le rapport KALIES référencé KA15.10.003 de novembre 2015 ;
- VU l'avis favorable du 11 septembre 2014 émis par la Métropole Européenne de Lille sur le type d'usage futur considéré, à savoir un usage industriel ;
- VU le rapport et les propositions en date du xx de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis en date du xx du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort du mémoire de cessation d'activité que la société BRAMPTON RENOLD a exploité des installations classées soumises au régime de l'autorisation sur son site situé à SECLIN ;

CONSIDÉRANT que les différentes campagnes de caractérisation de l'état des sols et des eaux souterraines ont permis d'identifier la présence de sources de pollution ponctuelles notamment en hydrocarbures dans les sols et les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que des mesures de gestion de cette pollution doivent être mises en œuvre ;

CONSIDÉRANT la solution de traitement proposée par la société BRAMPTON RENOLD ;

CONSIDÉRANT que les conditions de remise en état du site BRAMPTON RENOLD de Seclin fixées par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 sont celles d'un site soumis à autorisation (articles R.512-39-1 à R.512-39-5 du Code de l'Environnement) ;

CONSIDÉRANT les termes de l'article R.512-39-2-3.II du Code de l'Environnement qui précisent qu'au vu du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue d'un processus de concertation, un usage de type industriel a été retenu pour la réhabilitation du site par la société BRAMPTON RENOLD ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à la société BRAMPTON RENOLD de traiter les spots de pollutions identifiés au niveau des sols et des eaux souterraines dans le cadre des investigations réalisées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société BRAMPTON RENOLD, dont le siège social est situé Zone Industrielle A, Rue de la Pointe, BP 90359, 59473 SECLIN Cedex, et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la cessation d'activité de son établissement situé à la même adresse.

ARTICLE 2 – PROGRAMME DE DEPOLLUTION

Les travaux visant à satisfaire les prescriptions du présent article sont initiés au plus tard dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté. L'inspection de l'environnement est tenue informée de la date de démarrage des travaux.

Article 2.1. Traitement des sols

L'exploitant procède au traitement de la source sol de pollution identifiée dans le mémoire de cessation d'activité susmentionné et localisée au droit et à proximité immédiate de la fosse de traitement thermique du bâtiment A.

Le dispositif de traitement est conçu de manière à permettre une dépollution de l'intégralité de la zone impactée.

Le traitement consiste à :

- excaver les terres impactées en hydrocarbures ;
- traiter in situ par oxydation chimique les sols situés dans la zone de battement de la nappe et les sols non excavables en raison de la configuration du site et de la problématique de tenue des structures en place.

Les terres excavées sont stockées provisoirement à l'intérieur des bâtiments et gérées comme des déchets conformément aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté.

A la fin des opérations de traitement de la source sol de pollution, l'exploitant réalise des prélèvements en quantité suffisante, en fond et flanc de fouille, afin de caractériser la pollution résiduelle en hydrocarbures totaux dans les sols.

La fouille sera remblayée avec des matériaux d'apport extérieur. Leur caractère inerte fera l'objet d'une validation analytique avant remblaiement.

Article 2.2. Traitement des eaux souterraines

Afin d'éviter toute migration de polluant en aval hydraulique et de récupérer les hydrocarbures lessivés lors du traitement par oxydation, une barrière hydraulique constituée de puits de pompage est mise en place.

Lors de l'équipement des puits de pompage, un massif de gravier filtrant est mis en place vis-à-vis de la partie crépinée et surmonté d'un bouchon d'argile gonflante afin de prévenir toute contamination de la nappe par d'éventuels écoulements de surface à travers l'espace annulaire et de garantir l'étanchéité des ouvrages.

L'espace annulaire est remblayé avec les matériaux issus du forage. Les terres issues des forages et non utilisées en remblais sont analysées et orientées vers la filière réglementaire en vigueur.

L'unité de traitement des eaux pompées est installée dans un container fermé, munie de son armoire électrique de commande et de tous les automatismes et éléments de sécurité (arrêt d'urgences, extincteur, ...).

Le container de traitement est ventilé de façon à éviter l'accumulation de vapeurs. Un dispositif permet le contrôle de l'atmosphère du container afin de garantir la sécurité des opérateurs et de prévenir tout accident.

L'unité de traitement est constituée des équipements suivants :

- un compresseur à vis muni d'un filtre détenteur, d'une électrovanne de pilotage et d'une électrovanne de purge ;
- un séparateur d'hydrocarbures muni d'un bac de reprise, de sondes de fonctionnement et d'une sonde anti-débordement ;
- une armoire électrique munie d'une automate de type Crouzet avec système de télésurveillance et envoi d'alerte SMS ;
- un filtre à charbon actif eau.

L'exploitant dispose en permanence sur site d'un jeu de charbon actif permettant le remplacement du filtre saturé.

Un système de télésurveillance permet la détection à tout instant d'un dysfonctionnement sur l'unité de traitement.

La zone de chantier est clôturée durant toute la durée du traitement jusqu'au démantèlement des installations.

ARTICLE 3 – SUIVI DES OPERATIONS DE DEPOLLUTION

Article 3.1. – Fonctionnement des installations

Le bon fonctionnement de l'installation de traitement est assuré par un suivi de terrain réalisé :

- quotidiennement lors de la phase de mise en route de l'installation ;
- hebdomadairement lors du premier mois de traitement ;
- mensuellement les mois suivants.

Article 3.2. - Suivi de la qualité des eaux souterraines

Le programme de surveillance détaillé ci-dessous est mis en œuvre par l'exploitant :

Paramètre Hydrocarbures Totaux (HCT) :

Ouvrages de mesure	Fréquence de mesure
Pz1, Pz4, Pz5, Pz10, Pz11	Mensuelle durant la phase de traitement et durant la phase de surveillance décrite à l'article 4 du présent arrêté
Pz1, Pz4, Pz5, Pz10, Pz11	Trimestrielle durant l'année suivant la fin de la phase de surveillance
Pz1, Pz4, Pz5, Pz10, Pz11	Semestrielle après la période précitée

Paramètres HAP, COHV et métaux :

Ouvrages de mesure	Fréquence de mesure
Pz1, Pz4, Pz5, Pz10, Pz11	Mensuelle* durant la phase de traitement et durant la phase de surveillance décrite à l'article 4 du présent arrêté
Pz1, Pz4, Pz5, Pz10, Pz11	Semestrielle après la période précitée

* Le suivi peut être opéré selon une fréquence semestrielle après 3 analyses mensuelles consécutives donnant des résultats inférieurs aux limites de détection analytiques pour les paramètres concernés.

Le plan d'implantation des piézomètres est joint en annexe au présent arrêté.

Les résultats commentés des campagnes de surveillance sont transmis dès réception à l'inspection de l'environnement. Ce bilan fait par ailleurs état du suivi de la performance du traitement, du temps de fonctionnement des installations et des éventuelles interventions réalisées sur site.

L'indisponibilité de l'un des ouvrages de surveillance des eaux souterraines doit être signalée sans délai à l'inspection de l'environnement dont l'accord doit être sollicité préalablement au déplacement éventuel de l'ouvrage.

Les ouvrages sont réalisés pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. Ils doivent à cette fin être réalisés et équipés selon les règles de l'art. Le diamètre de forage doit permettre, après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement. Les piézomètres doivent être conformes à la norme AFNOR FD X31-614. Leur tête doit être dotée d'une protection contre les pollutions accidentelles et les actes de malveillance. Les piézomètres doivent être nivelés et protégés contre les risques de détérioration.

Les ouvrages et équipements annexes font l'objet d'un entretien et d'une surveillance régulière de la part de l'exploitant. Tout incident pouvant compromettre les intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement, sera signalé sans délai à l'inspection des installations classées.

La réalisation de tout nouveau piézomètre, la mise hors service d'un piézomètre ou la substitution d'un piézomètre de contrôle inclus dans le dispositif de surveillance précité par un autre ouvrage doit être portée

avant réalisation à la connaissance de l'inspection de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

En cas de cessation d'utilisation des ouvrages et afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines, l'exploitant devra prendre toutes les mesures appropriées pour le comblement de ces ouvrages au moyen de matériaux inertes drainants et pour la réalisation d'un bouchon cimenté en tête.

Les prélèvements sont réalisés selon les règles de l'art en respectant notamment une purge d'au moins cinq fois le volume de la colonne d'eau.

La mesure de la hauteur d'eau dans les ouvrages doit être effectuée préalablement à toute campagne de prélèvement afin de déterminer les sens d'écoulement des eaux souterraines.

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons – Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 » et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

En fonction des résultats obtenus, la fréquence, la durée et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection de l'environnement.

Article 3.3. - Suivi de la qualité des eaux pompées

Le rejet des eaux souterraines pompées dans le cadre du chantier de dépollution est autorisé après traitement approprié au réseau public communal et signature d'une convention de raccordement avec la collectivité gestionnaire du réseau.

Les rejets respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Norme
Matières en suspension	35	NF EN 872
Hydrocarbures totaux	2	NF EN ISO 9377-2
DCO	125	NFT 90101

L'exploitant met en œuvre une autosurveillance de ses rejets aqueux afin de s'assurer du respect des valeurs précitées et de la convention passée avec le gestionnaire du réseau. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

Cette surveillance porte sur les paramètres pH, T°, MES, HCT, DCO.

Un dispositif permet par ailleurs de mesurer le débit rejeté en permanence.

La surveillance des rejets est réalisée selon le fréquentiel suivant :

- hebdomadaire durant le premier mois de traitement
- puis bimensuel jusqu'à l'arrêt des pompages.

Les résultats sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les pompages et rejets.

ARTICLE 4 – ARRET DU TRAITEMENT DE LA POLLUTION

Le programme de dépollution détaillé à l'article 2 du présent arrêté a pour but d'atteindre une teneur résiduelle en hydrocarbures totaux inférieure à 1 mg/l dans la nappe. Cet objectif est réputé atteint lorsque l'ensemble des piézomètres de contrôle existants sur site (voir plan en annexe) présente une concentration inférieure à la concentration précitée.

L'arrêt définitif des travaux de réhabilitation se fera après accord de l'inspection de l'environnement. La demande d'arrêt du traitement doit être justifiée par un argumentaire détaillé s'appuyant notamment sur les performances du traitement en termes de teneurs résiduelles en hydrocarbures totaux dans les eaux souterraines et les sols, sur les conclusions du bilan « coûts – avantage » défini dans la circulaire ministérielle du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols et à la gestion des sols pollués et sur l'analyse des risques sanitaires réalisée sur les expositions résiduelles.

Elle ne pourra être actée qu'après observation d'une phase de surveillance dont la durée est adaptée à la technique de traitement et dimensionnée de manière à suivre efficacement un éventuel effet rebond ou relargage de polluants. L'adéquation entre la durée de la phase de surveillance et la durée nécessaire à l'observation de ces phénomènes est motivée dans l'argumentaire précité.

A l'issue des travaux de dépollution, l'exploitant prend toutes les mesures appropriées pour le comblement dans les règles de l'art de l'ensemble des forages réalisés pour la mise en place des ouvrages de traitement, qui comprendront a minima :

- le remplissage des ouvrages de massif filtrant et/ou sable jusqu'à 1 à 1,5 mètre au-dessus du niveau piézométrique ;
- le remplissage de coulis de ciment et/ou argile gonflante jusqu'à la surface.

Un rapport est établi à la fin des travaux et transmis à l'inspection de l'environnement au plus tard dans les 3 mois suivant le retrait des installations de traitement. Ce rapport comprend notamment les éléments suivants :

- rappel du contexte et des études préalables – état initial ;
- description complète des opérations de traitement mises en œuvre ;
- synthèse de l'ensemble des contrôles réalisés ;
- approbation des filières et lieux d'évacuation des déchets, suivi des excavations et traçabilité des terres, contrôle de la qualité des terres d'apport ;
- exploitation des résultats ;
- description des opérations de démantèlement des installations et de nettoyage ;
- conclusion portant sur l'impact environnemental du site après dépollution ;
- proposition d'un programme de surveillance des eaux souterraines à l'issue des travaux de traitement.

ARTICLE 5 – GESTION DES DECHETS PRODUITS LORS DES OPERATIONS DE DE POLLUTION

L'exploitant effectue la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Les déchets entreposés sur site avant leur traitement ou leur élimination doivent être stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les entreposages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés en intérieur.

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné d'un bordereau de suivi des déchets en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions de la partie réglementaire du code de l'environnement relatives au transport par route au négoce et au courtage de déchets (article R.541-49 et suivants du code de l'environnement). La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant dans le cadre des opérations de dépollution est tenue à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Un registre comprenant les informations suivantes est établi et tenu à disposition de l'inspection de l'environnement :

- nature et quantités des déchets produits ;
- dates d'enlèvement ;
- noms des entreprises assurant l'enlèvement et le transport ;
- noms des entreprises assurant le traitement ou l'élimination (destination finale) en précisant la localisation du centre de traitement ;
- modes de traitement ou d'élimination.

ARTICLE 6 – MESURES D'HYGIENE ET DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par la nature des travaux et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Toutes les dispositions sont prises pour prévenir les incidents et les accidents ainsi que pour en limiter les conséquences.

Le personnel est formé aux risques présentés par la nature des travaux sur le site et les précautions à observer.

Le personnel employé aux travaux de dépollution du site est équipé de moyens de protection individuelle appropriés (masques, vêtements de protection, lunettes, casque...).

Une signalisation adaptée est mise en place pour avertir des dangers potentiels découlant de la réalisation des travaux.

Les mesures citées ci-dessus ne sont pas exhaustives et ne dispensent pas la société BRAMPTON RENOLD de s'assurer du respect, par l'entreprise de son choix, de la réglementation et de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

ARTICLE 7 – CONSIGNES PARTICULIERES

Des procédures sont établies de manière à assurer :

- la sécurité du chantier ;
- la coordination des travaux ;
- le respect des dispositions relatives à la remise en état du site en précisant notamment la liste détaillée des contrôles à effectuer à chaque étape des travaux ;
- les mesures de sécurité particulières liées à la conduite à tenir en cas d'accident, d'incident ou de pollution accidentelle.

L'ensemble des consignes est porté à la connaissance des personnes intervenant sur le site.

ARTICLE 8 – DECLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

Les incidents ou accidents survenus pendant les opérations de dépollution et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 – PRECAUTIONS D'USAGE ET MAINTIEN DE LA MEMOIRE

L'exploitant identifie toutes les propositions de précautions d'usage rendues nécessaires pour garantir un niveau de risques acceptable pour les usagers du site compte tenu de l'usage retenu, du plan de gestion et de l'analyse des risques résiduels. L'objectif de ces précautions d'usage est de :

- informer les acquéreurs et utilisateurs potentiels des terrains des risques résiduels ;
- encadrer la réalisation de travaux ultérieurs sur le site, prévoir les éventuelles opérations d'entretien ou de surveillance des ouvrages de surveillance, rappeler la nécessité de vérifier la compatibilité du site pour tout changement d'usage,... ;
- pérenniser l'information quant à l'état du sol et du sous-sol au droit du site.

Les documents et études nécessaires à l'instauration des précautions d'usage sont transmis à Monsieur le Préfet du Nord et à l'inspection de l'environnement au plus tard dans les 3 mois suivant le retrait des installations de traitement.

Dans le cas où, de sa propre initiative, l'exploitant transcrit ces précautions d'usage dans un document opposable, il en informe dès réalisation Monsieur le Préfet du Nord et l'inspection des installations classées.

En cas de vente des terrains, en complément des dispositions prévues par l'article L.514-20 du Code de l'Environnement, l'ensemble des documents et études relatifs à l'état des sols, aux mesures de gestion et aux précautions d'usages est annexé à l'acte de vente.

ARTICLE 10 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée

ARTICLE 11 – SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.174-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 12 – PUBLICATION ET AMPLIATION



CALIÈS

CARTE D'IMPLANTATION DES PIEZOMETRES

